

## Fraction du Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance

### Le chaos comme instrument de pouvoir



### Second Manifeste pour une désobéissance générale

publié en pdf par [diogene.ch](http://diogene.ch)

copyright/copyleft /Fraction du Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en  
alternance/diogene.ch 2009.

Le texte est disponible selon les termes de la licence libre "créative  
commons" (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/2.0/fr/%20>)

Le premier Manifeste pour une désobéissance générale, intitulé Ne sauvons pas le système qui nous broie !, a commencé à circuler sur le web en février 2009. Un éditeur, le Passager clandestin, l'a publié, sans copyright, et en a écoulé plusieurs milliers d'exemplaires. Entre février et septembre, des événements importants se sont produits. Désormais, il nous semble évident que le chaos est devenu, au moins autant que l'ordre et la répression, un instrument dont se sert ce pouvoir. Cette évolution montre sans doute que le système ne sait plus comment sortir de la crise profonde dans laquelle il sombre. Cela ne rend pas notre premier appel à la désobéissance générale inutile, bien au contraire ! Simplement, il nous a semblé indispensable de mettre à jour le Manifeste, d'approfondir notre critique de ce système, et de proposer encore et toujours des pistes de lutte.

Contact : [fscd@riseup.net](mailto:fscd@riseup.net) ou [fscd@live.fr](mailto:fscd@live.fr)

*« Le Pouvoir a dans la violence un instrument pour assurer sa domination, mais il en a d'autres dans l'art et la culture, la connaissance, l'information, le système judiciaire, l'éducation, la politique institutionnelle et, bien entendu, l'économie. Toute lutte, tout mouvement, dans le cadre de sa propre géographie et de son propre calendrier, doit recourir à diverses manières de lutter.*

*La violence n'est pas la seule et probablement pas la meilleure, mais c'est l'une d'entre elles. Affronter les canons de fusils avec des fleurs est un beau geste, à tel point que des clichés photographiques l'ont gravé pour la postérité. Mais il est parfois nécessaire de faire que ces fusils changent de direction et soient pointés vers l'en haut. »*

Armée zapatiste de libération nationale (Mexique)

*« De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous ? De qui dépend qu'elle cesse ? De nous aussi. »*

Bertolt Brecht

*« Les mots nous divisent, les actes nous unissent. »*

Tupamaros (Uruguay)

France, 2009. Il ne se passe rien... Du moins en surface, et du côté de ceux que l'économie jette à la rue, qui s'échinent au travail et qui tentent, dans cette société en crise, de vivre le moins mal possible, ou qui simplement y survivent par tous les moyens à leur portée, du RMI au vol, de la débrouille au squat.

Au début de cette année, les mandarins syndicaux sont parvenus à enterrer un mouvement revendicatif qu'ils préféreraient anéantir plutôt que de le voir échapper à leur contrôle – les pontes de la CGT n'ont toujours pas oublié mai-juin 1968 et le secrétaire général Séguy, hué par les ouvriers de Renault-Billancourt qu'il tentait d'exhorter à la reprise après sa traîtrise du Grenelle gaulliste, en plein cœur d'un mouvement qui fut bien près de faire basculer ce pays. Pour faire sombrer l'espoir de 2009, il a suffi à ces nouveaux fossoyeurs de poser des échéances « nationales » incohérentes, qui étaient en vérité les étapes d'une véritable descente aux enfers. Les bureaucrates syndicaux n'ont pas tué que le mouvement revendicatif de janvier-mars ; ils ont aussi, chez beaucoup de Français, anéanti la perspective d'un changement rapide, avant les prochaines élections présidentielles. Les directions syndicales ont plongé les Français dans l'apathie.

Dans le même temps, la CGT a pourtant donné le change. Sa direction, pire que réformiste, a bel et bien collaboré ouvertement avec la dictature sarkoziste en ne l'attaquant pas au moment où le gouvernement se trouvait fragilisé, vers mars-avril, avec la première montée rapide du nombre des chômeurs. Cependant, pour être encore et malgré tout crédible, le cégétisme réformiste et collaborateur s'est voulu violent, voire terroriste, armé et illégal, créant de cette façon une diversion politique ô combien efficace. Ainsi, la CGT avalise les séquestrations de cadres et de patrons, et quand cela ne suffit plus pour faire illusion, elle soutient jusqu'aux proclamations de certains de ses délégués annonçant qu'ils ont piégé leur usine et sont prêts à la faire exploser. Au moyen de cette ficelle pourtant grossière, qui ne promeut l'utilisation de la violence concrète contre les machines que pour faire oublier sa mollesse contre les patrons et les dirigeants de l'État, la CGT tente de se farder d'une couche de ripolin radical. Elle ne se pare des plumes de la violence

prolétarienne, voire de la guérilla urbaine, que pour nous empêcher de mettre facilement en évidence son réformisme et de dénoncer sa collaboration avec les patrons et l'État français de Sarkozy. Et ça marche ! Finalement, qui accuse aujourd'hui la CGT d'être ce qu'elle est ? Nous ne sommes pas assez nombreux à le faire, en tout cas.

Les coups d'éclat cégétistes annoncés à grand tapage médiatique ne sont suivis d'aucune rigueur dans l'engagement politique, dans la mobilisation pour les luttes. Et puisque le reste de la « société civile », organisations politiques ou associations dites citoyennes, est miné par l'impuissance, paralysé par l'absence de perspectives, incapable de prendre une initiative politique authentique – ne serait-ce que déclarer ce gouvernement illégitime et bâtir sur cette dénonciation un mouvement social large afin qu'il abandonne le pouvoir avant 2012... –, le vide contestataire a fini par s'emparer de la France de 2009.

En face, pourtant, le tyran démocratique ne cesse de nous donner toutes sortes d'occasion de le contester. Il parachève le Grand Œuvre esquissé dans les années 1970-1980. Il détruit l'école, de la maternelle à l'université – le taux de *déscolarisation* est en augmentation constante en France, selon les chiffres officiels de l'Éducation nationale : nous sommes passés de 85 % de jeunes de 18 ans scolarisés en 1996, à 79,5 % en 2006, et le phénomène s'accélère. Le pouvoir détruit jusqu'à l'idée même de salaire minimum – par la création de sous-contrats avec des durées variables de travail, des horaires totalement flexibles, et bien d'autres trouvailles qui soumettent le travailleur au mauvais vouloir du patron, pour des sommes qui confinent de plus en plus au symbolique. Il détruit la Sécurité sociale – destruction en cours depuis l'ère mitterrandienne, qui sera achevée lorsque le seul endroit où l'on pourra obtenir des soins en temps voulu sera la clinique privée ; les pauvres seront alors priés de rentrer chez eux et d'y crever malades, mais en silence. Il demande à ses mercenaires, généraux et commissaires, d'entraîner leurs troupes à la contre-insurrection et à l'antiterrorisme – les manœuvres in vivo pour célébrer le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN à Strasbourg le prouvent. Il monopolise la télé et les médias au service de l'abrutissement

généralisé – toute dictature a besoin d'organes de propagande extrêmement développés, et chaque soir, plus de neuf Français sur dix écoutent la voix du Maître, heureusement sans en être dupes pour une part d'entre eux.

## **Pourquoi la France est désormais une dictature**

Au gré de ses déplacements, le tyran-président crée des zones de non-droit. À Saint-Lô, dans la Manche, au printemps 2009, le préfet n'avait pu maintenir l'apparence de calme souhaitée par le Kondukator et son entourage ; des manifestants qui protestaient contre le saccage de l'Éducation nationale étaient parvenus à s'introduire jusque dans le centre-ville, non loin de la préfecture où se déroulait le show tyrannique et médiatique. Ils s'étaient même fait entendre des oreilles présidentielles. Quel outrage ! Le préfet « incapable » fut aussitôt mis au placard ; il croupit désormais dans un bureau aux peintures écaillées. On notera que la personne chargée de représenter l'Éducation nationale à cette occasion avait été choisie en fonction de son apparence (« jolie ») et de sa taille (petite...) pour mettre en valeur le Petit Père du Peuple. Ce genre de casting se reproduit à chaque déplacement, et, en septembre, ce fut même un bataillon entier d'ouvriers qui fut sélectionné, en fonction de la taille des individus (petite, toujours !), pour avoir l'insigne honneur d'approcher le tyran.

Les leçons de l'échec de Saint-Lô ont été tirées. Lors de tous les déplacements pestilentiels qui ont suivi, des zones de non-droit intégral ont été instaurées. À Strasbourg, pour la venue d'Oncle Tom Obama dans le cadre de l'Otan, comme à Caen le 6 juin 2009, toujours avec Oncle Tom Obama, des habitants ont été interdits de séjour simplement parce qu'ils habitaient sur le parcours des monarches, et que des tireurs d'élite (contre qui ? pourquoi ?) y étaient postés.

*C'est la dictature qui crée le non-droit. C'est l'État qui a créé les ZAPI (« zone d'attente pour personnes en instance », autrement dit « parkings humains pour étrangers à expulser », ou plus*

simplement « camps de concentration » car c'est bien dans ce sens, vers des zones de non-droit absolu, que nous évoluons). Dans les ZAPI, les principes intangibles de la Constitution de ce pays ne sont même pas respectés, et ce point, fondamental, est commun avec les camps de concentration nazis et les goulags staliniens. C'est encore la dictature qui crée des zones hypersécurisées pour permettre aux puissants de ce monde de se déplacer sans même apercevoir les contestations qu'ils suscitent et la misère qu'ils créent par leurs politiques antisociales – Hitler, lui aussi, en quelques années, s'octroya une garde rapprochée de plusieurs centaines puis plusieurs milliers de mercenaires.

Ces quelques exemples pourraient n'être qu'anecdotiques. Hélas, ils illustrent une tendance de fond : la négation ouverte, par l'État, des lois fondamentales qu'il prétend pourtant faire respecter. Cependant, la différence entre la dictature néolibérale et les versions staliniennes ou hitlérienne est gigantesque. Hitler et Staline créèrent un ordre musclé, qu'il était très dangereux de contester et qui apportait une certaine assurance du lendemain : les règles du jeu une fois fixées, au bénéfice tout d'abord des membres du parti, celles-ci ne changeaient plus. Avec la dictature néolibérale, c'est le chaos qui régit nos vies, les désorganise, les brise.

Et ce n'est pas parce que nous votons que le système dans lequel nous vivons échappe forcément à une évolution dictatoriale. Le jeu électoral est devenu creux, il n'est plus qu'un choix fictif. En enfonçant la société dans le chaos, le pouvoir suscite la peur et « justifie » ainsi les mesures dictatoriales.

*C'est la dictature qui crée aujourd'hui le chaos*, en s'arrogeant tous les droits, alors qu'elle restreint dans le même temps nos libertés. Le chaos devient une stratégie du pouvoir. Jusqu'à présent, l'abus de pouvoir s'appuyait sur un maintien de l'ordre par la police, l'armée et les paramilitaires. On pouvait même expliquer l'avènement d'Hitler dans une Allemagne pourtant cultivée et industrialisée par l'ordre qu'il promettait d'instaurer *contre* le chaos – promesse parfaitement tenue. Hélas, les Allemands ont préféré le programme de *Mein Kampf* et la société totalitaire que dessinait le peintre raté à

tout autre programme de sortie du chaos qui respectât un minimum de démocratie. Inversement, lorsqu'une démocratie évolue vers le chaos, les opposants cherchent à rétablir l'ordre, soit pour sauver un minimum de démocratie, soit pour l'abolir à l'inverse par un coup d'État dans le but de « sauver la patrie ». Dans tous les cas, le chaos était toujours jugé comme un danger par les tenants du pouvoir. Jusqu'à maintenant. Car, désormais, à l'inverse, le chaos fait partie de leur stratégie pour asseoir leur pouvoir.

*Au xx<sup>e</sup> siècle, l'ordre n'était pas que le but de la dictature : il en était aussi le moyen.* Pour faire régner une dictature, il a toujours fallu au minimum une acceptation passive de l'ordre et de la force par une large part de la population. On peut penser – mais ce n'est qu'une hypothèse – que les sbires de l'État français de 2009 jugent cette acceptation de la force brute et cette passivité du peuple trop incertaines ; ils ont donc imaginé une stratégie inverse, fondée sur le chaos et l'incertitude généralisés, mais cette fois un chaos qui leur permettrait de conserver le pouvoir. C'est grâce à l'incertitude du lendemain, à l'incertitude économique et sociale conduisant au chaos, à l'impossibilité, par les individus, les familles, les groupes sociaux quels qu'ils soient, de prévoir leur futur proche, que le pouvoir espère emporter la partie qui se joue là, et franchir la crise sans trop de casse. Et en effet, face à ce chaos, la stratégie du chacun-pour-soi l'emporte, abandonnant le champ de bataille social aux seules forces encore organisées, les appareils de répression de l'État – ou, accessoirement, les endormeurs publics que sont les dirigeants des partis politiques, les chefs syndicaux, et bien entendu les médiocrates, journalistes et éditorialistes de tous acabits.

On peut imaginer que cette stratégie est une erreur car il pourrait bien arriver que nous nous réveillions, et qu'à un certain moment, la police et l'armée refusent de tirer sur les foules en colère, mais nous n'en sommes pas là. Dans la lutte engagée par l'État contre le corps social, le chaos reste un atout du pouvoir. Nous sommes condamnés à vivre avec ce chaos, à lutter en le prenant en compte. À retourner cette arme du pouvoir contre lui.

## Ségrégation sociale, spatiale, intellectuelle

On parle encore de la France, mais sous la dictature et le chaos, qu'en reste-t-il ?

Un simple agrégat de microsociétés parallèles – au sens de « qui ne se rencontrent jamais » ! –, concurrentes, adverses et bientôt ennemies, même si quelques réseaux de bonnes âmes pseudo-humanitaires tentent de les relier entre elles. La France de la dictature et du chaos est un complexe éclaté, un cocktail explosif d'individus et de communautés sans plus aucun intérêt commun – intérêt à la fois dans le sens matériel et intellectuel de trouver un intérêt à vivre ensemble, à échanger, à partager. Le système ne propose qu'une perspective unique, injonction inlassablement psalmodiée par ses hérauts : « Produisez ! Consommez ! »

Il nous faut donc trouver un intérêt commun à tous, et lutter ensemble contre ce qui nous divise. Ce qui nous divise est aussi ce qui nous détruit : le pouvoir.

En France, il est de bon ton de masquer nos absences d'idées politiques en critiquant les États-Unis. Il est facile, par exemple, de montrer que, là-bas, la ségrégation persiste, et qu'on entasse les Afro-Américains dans les prisons. C'est une société raciste, ségrégationniste, qui divise pour régner, qui stimule le communautarisme jusque dans ses messages publicitaires en espagnol lorsque les produits sont destinés aux Chicanos, par exemple. Chez nous, rien de tout cela n'existe, proclament les intellectuels du haut de leurs tours d'ivoire. Qui ne s'aperçoit que la réalité les dément ?

En France, la ou plutôt les ségrégations sont à la fois évidentes et habilement dissimulées. Construites de front depuis les années 1970-1980, elles entrent désormais dans une phase plus intense, avec leur reproduction « naturelle », sans heurts, sans qu'il y ait même nécessité de légiférer ou de réprimer pour canaliser le flot de la révolte.

La ségrégation spatiale dans sa version moderne a commencé avec le démantèlement rapide des bidonvilles, à partir des années 1960 et jusqu'en 1976, lorsque le dernier bidonville a été rasé. On a alors entassé les travailleurs immigrés pêle-mêle dans les HLM. Puis on les a séparés par communautés : ici un immeuble de Viets, là une tour d'Arabes, un peu plus loin une barre de Turcs... Dans certaines villes, la séparation d'avec les Gaulois est marquée par une barrière, un obstacle naturel comme une rivière ou un bois, ou encore une construction artificielle, une voie ferrée, une autoroute, afin que la ségrégation soit bien inscrite dans l'espace et surtout dans les mentalités.

Cette forme spatiale de la division ne fait jamais qu'inscrire dans l'espace la ségrégation sociale, tout aussi fondamentale. Elle la complète ; elle la rend visible ; elle voudrait la rendre irréversible. Les habitants des ZUP ne sont pas seulement des immigrés ou des descendants d'immigrés, ce sont aussi des prolétaires, des chômeurs, des précaires. Les deux formes de ségrégation se complètent : les banlieues sont les parkings sociaux des classes dangereuses, que le pouvoir et les oppresseurs entendent bien maintenir à distance.

Les enquêtes comme celles de l'Observatoire des discriminations indiquent que les discriminations par l'âge et par l'origine « ethnique » sont plus fortes que les discriminations par le sexe, le handicap ou l'apparence physique. Seul le lieu de résidence n'est pas testé dans les enquêtes nationales. Il suffit pourtant de se promener le soir vers 20 h dans les ZUP pour comprendre ce qu'est une discrimination par le lieu de résidence. Ou de prendre le métro parisien à 5 h 30 du matin, qui n'est plus ici « l'heure du laitier » mais celle où les hordes de travailleurs – et très largement de travailleuses –, souvent clandestines, agentes de propreté dans les bureaux et « techniciennes de surface », regagnent les banlieues desquelles les riches des centres-villes ne veulent surtout pas les voir sortir durant le jour. « Un bon Indien est un Indien qui fait le ménage la nuit dans une tour de la Défense. »

En combinant les deux modes de ségrégation, spatiale et sociale, le pouvoir cherche à les rendre irréversibles l'une et l'autre, et c'est ce qui est en train de se produire. Dans les ZEP, les jeunes ne veulent plus sortir de leur zone, qu'ils sont prêts à « défendre » (contre qui ? pourquoi ?) par tous les moyens. La caricature de cette territorialisation des communautés et des groupes dominés et discriminés touche à son paroxysme dans les affrontements entre gangs, ici ou aux États-Unis, entre *maras* au Salvador, au Honduras ou à Los Angeles. Affrontements meurtriers et sans danger pour l'ordre établi, puisqu'il s'agit seulement de prouver que les quartiers pourris appartiennent bel et bien aux classes les plus basses de la société. Au bas de la hiérarchie les bas quartiers !

Ainsi, la lutte des classes n'a jamais disparu dans l'esprit de la bourgeoisie, qui la poursuit, seule : du côté des opprimés, du prolétariat, la conscience de classe s'est effacée, tandis que du côté de nos oppresseurs, cette conscience est à l'inverse de plus en plus nette. La lutte des classes est désormais une lutte à sens unique, dans laquelle l'un des deux combattants continue de déchaîner les coups sur son adversaire tombé à terre.

## **Reproduction des ségrégations**

Pour que tout cela fonctionne et surtout *se reproduise*, il fallait du temps, afin d'installer les nouvelles représentations sociales dans les têtes – on n'ose plus dire « les cerveaux » tellement cette partie du corps humain est de nos jours sous-utilisée. La ségrégation intellectuelle est la grande trouvaille fin de siècle, et tourne à plein régime dans le *xxi*<sup>e</sup>. Ses deux canaux principaux et massifs sont l'école et la télévision. Mais dans la première se développe une authentique résistance, alors que la seconde est un outil offensif du pouvoir parfaitement accepté par tous ceux qui y participent, à commencer par la quasi-totalité des journalistes. Car à la télé et dans les autres médias, les journalistes, appâtés par la médiocre starification qu'on leur a promise, ont abdiqué toute déontologie, toute critique de leur nouveau rôle social, celui de stricts porte-voix de leurs maîtres-patrons, politiciens et communicants de tous calibres.

À l'école, de la maternelle à l'université, les profs, les élèves, les étudiants se battent contre les réformes rétrogrades et réactionnaires. Les moins radicaux ne semblent pas voir, parfois, la société que dessinent ces réformes, dans laquelle l'école ne jouera plus que le simple rôle de centre d'apprentissage pour futurs adultes-au-travail. Le tout dans une ambiance de saine morale – bientôt sainte morale –, puisque l'éducation civique au collège devient la caricature de l'éducation et du civisme ; il s'agit désormais d'inculquer aux jeunes les règles de bonne conduite (« Dis bonjour à la dame ! »), comme si le respect et la confiance ne se gagnaient pas d'abord et uniquement par les actes concrets et quotidiens, et non par la menace. La sanction scolaire devient l'antichambre de la répression que les enfants subiront ensuite, une fois adultes, au travail et dans leurs tentatives d'expression sociale et politique.

Toutes les réformes successives depuis celle du ministre Haby en 1975 n'ont eu qu'un seul but : séparer le bon grain élitair de l'ivraie plébéienne. Sarkozy, en prétendant dépister les cas sociaux dès l'âge le plus tendre, ne fait jamais que pousser encore plus loin le tri des jeunes mis en œuvre par l'école. La ségrégation serait achevée si le tri des embryons, en fonction des supposées qualités des parents pseudo-biologiques prothésés par la science, s'imposait – ce qui n'est pas impossible vu les difficultés actuelles des couples à enfanter et si l'on se souvient des méthodes eugénistes de recueil de sperme : tout le monde ne voudrait-il pas être issu d'un spermatozoïde de prix Nobel, comme c'est possible depuis de nombreuses années ?

*La société tout entière, dans ce système en crise, se présente ainsi comme un gigantesque centre de tri, qui éparpille les individus selon des voies diverses, qui vont des châteaux avec jacuzzis et aérodrome privé aux prisons. L'école est le centre de tri pour les jeunes, et l'on y oriente les cas « difficiles » en CLIN et CLIS dès le primaire, puis en SEGPA à partir du collège, avant d'expulser les pires d'entre eux vers l'apprentissage et le chômage à un âge encore raisonnable : quatorze ans – bientôt douze sans doute.*

Sur le terrain, les profs se battent pour une école qui valorise l'enfant et lui ouvre des fenêtres sur la vie, plutôt que de le canaliser vers l'acceptation passive d'une survie programmée, et la soumission au système d'oppression. Mais qui, hormis les enseignants, se bat aujourd'hui contre la *destruction* de l'école ? Car le mot n'est pas trop fort : si l'école devient un simple centre de formation professionnelle pour futurs adultes, alors elle aura vécu.

Second instrument massif de ségrégation intellectuelle : le poste de télé qui envahit chaque appartement, chaque maison, et maintenant chaque chambre individuelle. Le soir, pendant que les 5 % des Français qui rejettent la télé discutent avec leurs proches, leurs enfants, leurs voisins, vont au théâtre, au cinéma ou au bistrot, que 2 % de gens de gauche ne connaissent que Arte, neuf Français sur dix s'abrutissent à croire que la vie est plus belle en technicolor, qu'on trouve du sexe à gogo dans la city ou qu'on peut faire un break et nous évader de cette prison. Plus on vit dans une classe « défavorisée », plus on possède de récepteurs de télévision au foyer, et plus les enfants regardent seuls la télé dans leur chambre. La moitié des enfants des ZUP regardent *seuls* la télé le soir dès six ou sept ans, contre moins de 20 % des enfants des classes favorisées. La différence est énorme. Dès lors, il n'est pas étonnant si, dans les cours des écoles de ZEP, le rapport social le plus développé est celui qui passe par les poings. Les gens de gêne devraient se rendre dans les cours d'école des prétendus « Réseaux Ambition Réussite » (les Zones d'Éducation Prioritaire de niveau 1, les plus « en retard »), regarder et écouter. Cela leur éviterait de dire qu'à la télé, il y a des émissions passionnantes, ou que les émeutes de novembre 2005 sont un signe d'une « insurrection qui vient ». À l'inverse, ces émeutes, tout comme les programmes télé, sont le signe que la ségrégation intellectuelle est en voie d'achèvement. En 2005, si les voitures brûlées furent celles des ZUPien.ne.s et non celles des riches des centres, c'est parce que *la représentation du monde qu'avaient les émeutiers se bornait aux limites géographiques, sociales et intellectuelles de leur propre quartier*.

Cela n'est pas nouveau. Dans *Le peuple d'en-bas*, Jack London notait déjà, en 1902, que les miséreux de l'East End, à

Londres, n'avait aucune idée de ce que pouvait être une vie « normale » ; il rencontra ainsi des dizaines de personnes qui ne savaient même pas ce que manger à satiété voulait dire, des enfants qui ne savaient pas ce qu'était une forêt, des adultes qui avaient abdiqué toute idée de révolte parce qu'ils ne savaient ni lire ni écrire et étaient incapables de franchir les limites géographiques et sociales de leur ghetto. Le même schéma est en train d'advenir en France un siècle plus tard, dans les ZUP, dans les ZEP et dans les nouveaux bidonvilles qui fleurissent à nouveau dans les faubourgs des grandes agglomérations.

« On a toujours raison de se révolter ». Sartre l'affirmait au moment où Marcuse, dans *Contre-révolution et révolte*, montrait la puissance de l'appareil d'aliénation-abrutissement. Près de quarante ans plus tard, Sartre a toujours raison dans l'absolu, mais c'est l'analyse complète de Marcuse qui permet le mieux de comprendre comment la révolte peut éventuellement servir la contre-révolution – et non la révolution. L'appareil de la contre-révolution a su semer le trouble – et le faux – en faisant prendre pour de la révolte ce qui n'en possède qu'un attribut extérieur : l'exercice de la violence. *La violence n'est révolutionnaire que si les objectifs qu'elle se donne sont de détruire l'existant, les injustices et tout ce qui, dans le monde, participe de la perpétuation de la domination.* Les émeutiers de 2005 n'étaient, à leur façon, que de faux critiques de l'existant, puisqu'ils ont retourné contre leurs pairs – leurs voisins – la violence que l'État exerce de toute façon contre eux, en toute impunité bien sûr.

### **Le pouvoir nous vole nos mots**

Pour exprimer une révolte, hurler un refus, faut-il encore disposer de mots qui aient du sens. En avons-nous encore, de ces mots qui abattent des certitudes, font vaciller les servitudes ? De ces mots qui galvanisent des volontés, qui orientent les énergies vers l'émancipation ? Peut-on même encore être « révolutionnaire » ? De nos jours, ce sont les jeunes de l'UMP, le parti de la dictature, qui se disent « révolutionnaires » : ils l'affirment sur leur site précisément intitulé [www.lesrevolutionnaires.fr](http://www.lesrevolutionnaires.fr). Leur prose synthétise tout ce que

le pouvoir est en train de nous voler. En bandeau, on peut lire « À nous la révolution », signé « jeunes populaires – les jeunes de l'UMP ». Tout le reste est à l'avenant. Le site associe à Sarkozy les mots « rupture », « changer », « bouger », « révolution », « renaissance », « vérité », et même l'expression « remise en cause de l'ordre établi » !

George Orwell affirmait que « le plus effrayant dans le totalitarisme n'est pas qu'il commette des "atrocités", mais qu'il détruise la notion même de vérité objective : il prétend contrôler le passé aussi bien que l'avenir ». Il écrivait encore, dans 1984 : « Dire des mensonges délibérés tout en y croyant sincèrement, oublier tous les faits devenus gênants puis, lorsque c'est nécessaire, les tirer de l'oubli pour seulement le laps de temps utile, nier l'existence d'une réalité objective alors qu'on tient compte de la réalité qu'on nie, tout cela est d'une indispensable nécessité. » Telle est la dictature à l'œuvre dans ses discours, dans ses mots. Elle démonte le passé.

Mitterrand a célébré la Révolution française de 1789 en niant explicitement le fait que la France ait encore un message universel à délivrer au monde. C'est sans doute vrai, sans que cela justifie la mascarade orchestrée par Jean-Paul Goude, mascarade raciste qui montrait, entre autres, des Noirs à moitié nus tapant sur des tams-tams. Que cette glorification imbécile des prétendues « tribus planétaires » ait séduit les bobos n'a aucune importance ; il est bien plus préoccupant que l'on n'ait pas aperçu que, dans les deux mots de « Révolution française », il y avait aussi Révolution... Et si la France n'a en effet aucune vocation universelle, ce mot-là, oui, en a bien une ! Ce fut un mensonge délibéré que de ramener la Révolution française à la seule dimension « nationale » – ce qui permettait à l'évidence de rencontrer un large consensus contre un « universalisme français » qui a déjà fait tant de mal, par la colonisation par exemple. Cela permettait d'enterrer sous les paillettes et les plumes d'autruche l'idée qu'il s'était déroulé dans ce pays, deux siècles plus tôt, un événement considérable, au cours duquel des classes étaient entrées en lutte. Et, à l'intérieur de ces classes, s'étaient affrontées des positions politiques, au sens le plus profond du terme, des révolutionnaires, des modérés, etc. De nos

jours, si les révolutionnaires se recrutent chez les jeunes de l'UMP, alors c'est que l'histoire retourne vers une sorte d'Ancien Régime, en pire, avec un dictateur qui n'a même plus peur, comme le roi d'antan, que le peuple se révolte...

Cette dictature nous précipite dans le chaos de la pensée politique, qui devient indigente, trop rarement à la hauteur des défis. Cette dictature s'inscrit jusque dans *les mots qui sont à nous* et qu'elle s'approprie de fait, en les dénaturant, en leur ôtant toute leur signification. Le dictateur « bouge », prétendent les jeunes de l'UMP ? Oui, en effet, il se déplace et il s'agite, mais il ne « bouge » pas la société, il ne « change » pas la donne, il ne remet strictement rien « en cause de l'ordre établi » puisque sa mission est à l'inverse d'ossifier le fondement de la structure mentale de cette société, c'est-à-dire de faire en sorte que les riches se reproduisent – car tel est l'alpha et l'oméga de la perpétuation du pouvoir d'une classe sur les autres. C'est bien aujourd'hui grâce à cette nouvelle forme de dictature que les riches sont toujours plus riches et leurs enfants le sont eux aussi. C'est encore à cause de cette dictature que les Français de seconde zone, c'est-à-dire presque tout le monde, et ceux qui ne sont pas encore assez Français, les Arabes, les Noirs et tous les autres « immigrés » (Français maintenant depuis deux ou trois générations !) restent gentiment cantonnés dans leurs ZUP. Dans « ZUP » et « ZEP », le « P » signifie « priorité », « prioritaire », alors que, précisément, ce sont les ZUP et les ZEP qui sont à la remorque de la nation. Encore un mot que l'on détourne, qui perd tout son sens. Ils nous ont volé le sens de nos mots, et nous devons maintenant nous battre pied à pied pour reconquérir le terrain perdu. Mais nous avons un motif puissant de le faire : c'est que le capitalisme ne représente plus rien pour nous, il nous expulse de son schéma « gagnant ». Si certains parmi nous ont pu y croire, ont pu rêver de « deux voitures dans le garage et deux poulets dans le four », comme le disaient les Panthères noires dans les années 1960, nous savons bien que les voitures ne nous servent plus qu'à rejoindre notre poste de travail, et que les poulets sont en caoutchouc, élevés en batteries concentrationnaires. Nous n'avons pas de futur dans ce système-là !

## No future for us !

Le « bon » fonctionnement de l'économie capitaliste nécessite de l'ordre. Les entreprises ont toujours voulu connaître à l'avance les « règles du jeu », et elles ont toujours eu horreur de l'inconnu qu'elles rencontraient dans les pays issus de la décolonisation ou dans ceux qui risquaient de passer au socialisme. À Cuba, en 1959, les entreprises nord-américaines ont en effet beaucoup perdu, comme au Guatemala en 1954 : lorsque Arbenz a nationalisé les terres de United Fruit, la CIA a organisé un coup d'État. L'ordre était donc, à l'époque, préférable au chaos. La mondialisation a introduit ces dernières années beaucoup d'inconnu et d'instabilité, mais les énormes sociétés mondiales se sont aperçues qu'en réalité, elles étaient mieux placées pour affronter une situation mouvante que leurs concurrentes locales. L'idée d'une espèce de chaos maîtrisé est donc entrée dans les cerveaux de certains dirigeants depuis une dizaine d'années. Il s'agissait à la fois d'avoir une stratégie de rechange si le Système flanchait à nouveau et ne pouvait plus garantir l'exécution normale des règles du jeu, comme lors de la grande dépression de 1929 ou, plus récemment, avec les « bulles » financières, et de laminer encore plus les vies des simples exécutants, les producteurs-consommateurs, en les poussant dans une zone de fortes turbulences, de soubresauts quotidiens, empêchant de rien penser, rien prévoir pour leur futur.

Cependant, le chaos n'a sans doute pas été introduit comme stratégie de la dictature démocratique de gaieté de cœur car il n'est jamais très facile de changer de stratégie : en face, les réactions peuvent être vives et apporter de réels bouleversements. Il a donc fallu, pour que le chaos nous arrive avec la dictature, que *l'économie capitaliste elle-même sombre dans le chaos*, minée par des contradictions trop fortes pour être dominées et maîtrisées. Les bulles financières ne résultent ainsi que de l'utilisation opportuniste, par les plus voraces des profiteurs, des voies offertes par le système lui-même pour s'enrichir en tout individualisme.

La contradiction qui mine le capitalisme peut s'exprimer ainsi : *La richesse qu'il ne crée que pour quelques-uns résulte du refus de*

*prendre en compte l'intérêt commun de la société ; pourtant, le capitalisme prétend la gouverner dans sa globalité, et cette société est composée en dernière analyse des individus qui produisent pour le système et consomment ce que ce système leur fait produire.*

Le défi, pour ce système en crise, et notamment en France, est de n'assurer plus aucun des besoins sociaux des individus car la crise submerge l'économie et la société, alors que ces besoins sociaux sont ce que réclamaient encore hier la quasi-totalité des Français. Sarkozy, son gouvernement et les patrons doivent donc nous faire accepter le chaos alors qu'ils nous ont promis l'Éden.

Il apparaît de nos jours que le capitalisme n'aura fait, en deux siècles, que créer de la rareté, d'une façon très efficace : le système a orienté les flux de richesses, tout d'abord vers quelques pays par le biais notamment de la colonisation et des échanges inégaux, puis vers des sociétés transnationales grâce à la mondialisation « modérée » des années 1945-1980, et enfin vers quelques groupes d'individus avec la mondialisation débridée depuis les années 1990, qui ne bénéficie plus qu'à de très « grands » patrons ou de très riches actionnaires. En quelque sorte, la base sociale du capitalisme s'est rétrécie durant toutes ces dernières décennies. C'est ce qu'illustrent les statistiques économiques d'un pays comme la France : le décile (10 %) de population le plus riche s'accapare désormais bien plus du quart des richesses totales produites dans ce pays, tandis que le décile le plus pauvre plonge en dessous des 4 %. Pendant que les grands patrons d'énormes conglomérats gagnent des millions chaque mois, que des flux de capitaux encore insoupçonnables il y a vingt ans convergent tous vers quelques centres financiers de stature mondiale et n'irriguent plus que quelques secteurs économiques stratégiques, la masse de 7 milliards d'humains s'enfonce dans la misère et s'engourdit l'esprit de vapeurs télévisuelles. Le contrôle des flux de rareté a permis d'obtenir deux résultats a priori opposés, en réalité complémentaires : une richesse toujours plus concentrée pour un nombre toujours plus restreint de personnes ; une pauvreté se généralisant et allant jusqu'à la misère et au dénuement absolu pour des milliards d'êtres humains.

Toutes les stratégies de la contre-révolution ont été convoquées pour assurer la réussite de ce processus dictatorial démocratiquement voté. Ces dernières années, la pipolisation de la politique l'a vidée du reste de son contenu : la politique, même en démocratie, n'est plus qu'une coquille vide dans laquelle les journalistes sont devenus des stars, tandis que les godiches et les godillots politiques n'ont pour tout programme que leur enrichissement personnel et la minable gloire que leur procure la vente pathétique de leurs histoires de cul à des médias avides. La répression musclée vient à la rescousse lorsque les systèmes d'aliénation ne fonctionnent plus avec assez d'efficacité pour étouffer les révoltes qui grondent et les insurrections qui viennent.

### **Ce système est un scandale permanent**

Ce n'est pas un hasard si les journaux télévisés ou radiophoniques commencent désormais de façon presque systématique par les faits-divers : nous oublions les véritables problèmes de ce monde. Nous nous apitoyons sur les morts lors d'une « catastrophe » aérienne, ou nous grondons contre les « jeunes » qui détruisent les équipements « sociaux » de « leur » cité ; nous pestons contre la violence des pauvres qui tuent leur voisin ou leur femme, sans remarquer qu'en Irak ou en Afghanistan, ce sont tous les jours des dizaines de personnes qui sont tuées dans des attentats ou sous les coups de militaires étrangers. En Irak toujours, les militaires américains sont protégés – un comble – par des mercenaires, comme ceux de la société privée Blackwater, laquelle s'est illustrée en tuant sans aucune raison plusieurs dizaines d'Irakiens ces dernières années. L'avantage pour le Pentagone de signer un contrat de ce type avec une société privée est qu'ainsi, les dirigeants américains espèrent diminuer les pertes de militaires officiels, tandis que les mercenaires privés, eux, n'intéressent pas les médias, même morts. Un soldat américain tué, cela signifie un mauvais point sur l'échelle médiatique de la popularité. Le contrat est donc, en dernière analyse : mieux vaut payer des mercenaires pour mourir à la place des soldats.

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini, car ce système est un scandale permanent, qui prétend lutter contre la faim en la propageant, qui prétend instaurer la paix en multipliant les guerres et les conflits locaux de tous ordres, qui prétend donner du travail en réprimant les chômeurs et en cessant de les indemniser, qui prétend assurer la Sécurité sociale en la démantelant pour réaliser des économies... Ces scandales ne sont pas anodins : ils sont le signe d'un pouvoir à bout de souffle.

Le chaos se propage ; il finit par gangréner l'ensemble de la structure et par lézarder l'édifice social, même si, à l'intérieur des murs, nous ne sommes pas encore capables d'élargir les fissures de peur de voir tout s'écrouler. De peur d'apercevoir le jour, aussi, sans doute. Plus que jamais, nous ne devons pas sauver le système qui nous broie ! Même si le futur est incertain, tenter de prendre en main notre avenir, sans l'État ni les entreprises qui nous abrutissent au travail, est une véritable chance. Ailleurs qu'en France, et ici aussi, des millions et des milliards d'individus sont les victimes directes d'une répartition scandaleuse des biens produits, d'un mode de production contraire à l'humanité et à la préservation des ressources naturelles, d'une aliénation qui se dote de moyens de persuasion de plus en plus sophistiqués. N'est-il pas temps de peser dans la balance ce présent qui nous détruit et de risquer un futur tout aussi incertain ?

### **Face à la dictature du chaos, misère absolue ou révolution sociale**

Il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage sur ce chaos fait ordre et désordre tout à la fois, et de disséquer cette dictature démocratique à l'œuvre. Chacun pourra affiner l'analyse par les exemples que nous fournit le monde du travail, l'école des enfants, les sites internet, la télévision et tout ce que racontent les médias. Il suffit de constater que la dictature est à l'œuvre et nous plonge dans le chaos. Ainsi que le proclamaient les Tupamaros uruguayens, « Les mots nous divisent, les actes nous unissent ! » Désormais, ce qui compte est de dégager des perspectives, de faire jaillir de ce chaos

organisé par nos maîtres l'étincelle politique qui abolira le système de soumission.

L'alternative qui nous est laissée par le pouvoir à la dérive se résume à « Dictature et Chaos ou Révolution sociale ! » Le réformisme lui-même a sombré dans cette exacerbation des tensions orchestrées par les États et les monstres du système économique et financier : il n'y a plus de programme réformiste un tant soit peu crédible. Nous devons donc à la fois mener des combats d'arrière-garde, pour conserver ce qui nous reste, et prendre l'offensive pour risquer l'émancipation.

*Les combats d'arrière-garde regroupent et font consensus. Ainsi, préserver ce que nous pouvons, par exemple de l'école à l'heure où l'État cherche à la détruire, ou encore lutter pour le maintien de lois sociales et le respect des droits, etc., n'est pas une lutte en pure perte, car sur des positions un peu plus stables – ou pas encore désorganisées par le chaos –, nous savons bâtir de la contestation. Contester, cependant, ne suffit pas, et c'est vers la désobéissance que nous devons aller. Désobéir, à tous les niveaux, depuis le refus de coopérer à des décisions contraires au processus d'émancipation jusqu'au sabotage du processus de production-consommation, revient à ne pas sauver ce système qui nous broie. Car ce système nous écrase mais il a quand même besoin de notre consentement et même de notre coopération pour exister. C'est le sens de la non-coopération mis en actes par les Indiens dans les années 1930-1947. Ne consentons à rien, et laissons le système sombrer, dériver vers les récifs de l'explosion sociale.*

Le véritable enjeu n'est plus d'éviter l'explosion pour préserver les acquis, dans l'illusion que l'après-système pourrait être encore pire que ce que nous vivons. Nous devons nous préparer à cette (auto)dissolution du système, ne plus la craindre, la hâter quand nous le pouvons en déstabilisant encore plus les tenants du pouvoir. Leurs stratèges espèrent que nous chercherons à sauver malgré tout ce qui nous opprime, par peur de l'inconnu ou du pire, négligeant par là même l'organisation autonome de notre propre futur. La difficulté est de mener ces combats visant à préserver ce qui peut l'être sans pour

autant sauver l'ensemble du système de l'effondrement. Et même, dans ce combat-là, nous pouvons créer les conditions de l'extension de la désobéissance, lutte d'avant-garde s'il en est, tournée vers un avenir radicalement autre que celui que nous préparent nos maîtres.

Ce n'est pas si complexe qu'il y paraît. Par exemple, l'État, en forçant les directeurs d'écoles, de collèges et de lycées à intensifier les tâches répressives contre leurs élèves, offre d'un coup la possibilité de désobéir, donc de prendre l'offensive, tout en luttant défensivement, pour préserver l'acquis qu'est l'école. Ainsi, refuser de coopérer à la Base élève, qui vise à ficher les enfants et les familles « à problème », est à la fois une façon de conserver une école non discriminatoire et un mode de désobéissance ; celle-ci peut s'élargir des enseignants aux parents et aux élèves, créant de cette façon du lien social et ouvrant la voie à de la contestation radicale.

Mieux : la désobéissance est nécessaire à la lutte pour le maintien de l'acquis – car il faut bien désobéir pour, par exemple, maintenir le principe de non-discrimination à l'école. C'est ainsi que le Système crée les conditions nouvelles à l'extension et à la radicalisation des luttes. Ce n'est pas nouveau, en vérité, mais ce qui manque souvent dans nos combats est d'identifier ces opportunités positives. Au lieu de cela, nous nous enfonçons dans une défense des acquis de caractère corporatiste, sans discerner les voies pour reprendre l'offensive. C'est déclarer la lutte perdue avant même de l'engager que de la limiter au défensif. Un combat d'arrière-garde n'est pas une lutte pour des acquis qui disparaissent sous le rouleau compresseur de la contre-révolution, mais bien plutôt la défense d'un territoire à partir duquel de nouvelles offensives vont être entreprises. Le combat d'arrière-garde devient une contre-offensive. Et ce n'est là qu'une part du mouvement auquel nous appelons.

**¡ Ya basta !**  
**We never kiss your asses any more !**

L'heure est venue. Bien entendu, c'est toujours l'heure de ne plus accepter les conditions qui nous sont faites. Comme les

zapatistes en 1994, il arrive un moment où l'on dit « Ça suffit ! ¡ Ya basta ! » Ou, comme les Black Panthers dans les années 1960 : « Plus jamais nous ne vous lécherons le cul ! We never kiss your asses any more. »

L'évolution nette de la démocratie frelatée des années 1980-2007 vers la démocratie, la loi du tyran, nous oblige à ne plus laisser la situation se dégrader sous peine de voir nos conditions de survie encore aggravées, nos droits et nos libertés disparaître entièrement, nos vies détruites par le capitalisme dans sa version démocratioriale.

L'heure est venue car, dans la crise qu'il doit affronter, le capitalisme n'a guère d'alternatives. Nous n'avons pas choisi le moment de l'affrontement, mais l'ennemi non plus. Ce n'est pas forcément très rassurant, mais après tout, l'histoire n'est faite que de situations complexes et exceptionnelles, qui se dénouent parfois en dehors de toute prévision. *Le pouvoir axe sa stratégie sur la catastrophe que représenterait le fait de prendre nous-mêmes les rênes de nos vies.* Si nous nous passons des experts, ce serait la catastrophe écologique, économique, sociale. Si nous refusons de payer nos impôts ou de travailler, ce serait la misère absolue. Sans OGM, ce serait la faim dans le monde, sans nucléaire le retour à l'ère de la bougie et de la grotte dans le plus pur style Cro-Magnon. Et ainsi de suite. C'est parce que les gouvernants actuels veulent continuer de gérer le désastre qu'ils ont provoqué qu'ils emploient désormais les stratégies les plus cyniques pour se maintenir en poste, tout en cherchant à accumuler toujours plus d'argent, en se versant des salaires proprement inouïs auparavant. Oui : ¡ ya basta ! Sans doute plus que jamais ces quarante dernières années, l'avenir est entre nos mains, et surtout pas dans celles des dirigeants. Garder en place le même pouvoir, ou le remplacer par une dictature classique, archirépressive, serait nier notre propre avenir. C'est maintenant qu'il nous faut choisir, désobéir, miner ce pouvoir et le mettre à bas.

## ***Fraction du Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance***

Contact : fscd@riseup.net ou fscd@live.fr

### **Bibliographie:**

Comité invisible, *L'insurrection qui vient*, La Fabrique, 2007.

Erich Fromm, *Avoir ou être*, Robert Laffont, 1976.

Étienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, vers 1550-1560.

Herbert Marcuse, *Tolérance répressive*, Homnisphères, 2008.

René Riesel, Jaime Semprun, *Catastrophisme. Administration du désastre et soumission durable*, Encyclopédie des Nuisances, 2008.

**DÉSObÉISSANCE  
INSOUMISSION** !!!